

Article rank | 28 Sep 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

EQAO tests cause teachers stress: union

‘Crazy, crazy over-emphasis on these results’

Reports of cheating at 10 Ontario schools fuel the anxiety many teachers already feel over administering provincially mandated standardized tests, says the head of Ottawa’s largest teachers’ union.

Peter Giuliani, president of the Ottawa-Carleton Elementary Teachers’ Federation, says many teachers in the public school system worry about being assigned Grades 3 or 6 — grades in which Education Quality and Accountability Office (EQAO) tests are administered — because of the heavy focus on results.

“The real stress lies in the crazy, crazy over-emphasis on these results and how it permeates every aspect of school improvement,” he said.

“You don’t want to feel like you’re the person who was responsible for it.”

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 28 Sep 2010 | Ottawa Citizen | mpearson@ottawacitizen.com

Tests: 'Fewer people reading guide'

Giuliani said he often hears proponents suggest that EQAO results are only one measure of student progress, yet he points out that the results are often used to drive everything from school-improvement plans and school-board initiatives to the agenda of the province's Literacy and Numeracy Secretariat and real-estate sales.



PETER REDMAN, NATIONAL POST

Teachers who might have taught Grades 3 or 6 in the past and would enjoy teaching those grades again, often avoid doing so because of the EQAO tests, Peter Giuliani, president of the Ottawa-Carleton Elementary Teachers' Federation, says.

The results are also widely published, placing a "tremendous" responsibility on teachers, even though the tests fall at the ends of the primary, junior and intermediate divisions and don't reflect the work of just one person. "Because you are holding the bag as a teacher that year, a lot of teachers feel a tremendous amount of pressure and it's not something they can control," Giuliani said.

There are many teachers who might have taught Grades 3 or 6 in the past and would enjoy teaching those grades again, but avoid doing so because of the EQAO tests, he added.

The provincial testing authority is overhauling its 17page assessment guide for teachers and principals after 10 Ontario schools had their EQAO results withheld because some teachers broke the rules by providing students with questions beforehand, photocopying the previous year's tests or providing resource materials such as dictionaries.

Bernard-Grandmaitre, a French Catholic elementary school in Riverside South, is one of the 10 schools.

EQAO's chief assessment officer says the revised guide will draw people's attention to the dos and don'ts.

"My suspicion was, and perhaps it's been borne out by what's happened, that fewer and fewer people were reading the guide," Marie Parsons said. "When you don't read the guide, you can more easily make errors."

The guide will now include a checklist on how to administer the annual tests. Among other things,

the checklist will tell teachers whether a calculator is allowed on the math test, inform them they can't read passages aloud on the reading test and clarify when dictionaries can and can't be used. Parsons says the clearer instructions should give teachers fewer excuses to say they were not aware of the rules.

Still, the former public-school superintendent acknowledged the stress the tests can cause. "There probably is a heightened anxiety level," she said, adding the EQAO does not endorse many of the ways its results are used. "We don't support using the results to rank schools and sell real estate."

Parsons said the measures to catch cheaters are more rigorous than in other provinces, but EQAO does rely on an honour system when it comes to teachers who deliberately or unintentionally break the rules.

This year's problems were discovered through calls to an EQAO tips line or the schools themselves admitting there had been problems with the testing.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

28 septembre 2010 | Le Droit | PHILIPPEPHILIPPEORFALI ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com com

Le directeur général prend sa retraite

La Commission scolaire des Draveurs (CSD) perd son directeur général. François Jetté a annoncé hier soir son intention de prendre sa retraite le 31 décembre prochain.

Voilà près de quatre ans et demi que M. Jetté occupe le poste de directeur général de la CSD, après avoir occupé entre 2001 et 2006 le poste de directeur général adjoint.

« C'est pour me consacrer davantage à ma famille, à mon petit-fils notamment, que je quitte. Je veux aussi faire bien plus de bénévolat au sein de la communauté », a indiqué M. Jetté, qui oeuvre depuis 33 ans à la CSD.

M. Jetté a débuté sa carrière en éducation à titre d'enseignant de musique au cycle primaire, poste qu'il a occupé pendant huit ans.

Il a par la suite été nommé directeur adjoint, avant de devenir directeur d'école. Puis, il a accédé à une série de postes de cadres à la CSD, d'abord en tant que coordonnateur par intérim en adaptation scolaire, avant de diriger le service des ressources humaines. Il est entré à la direction générale en 2001.

Les commissaires scolaires, qui se réunissaient hier soir, ont souligné les nombreux projets menés par M. Jetté au fil des années.

« M. Jetté a fait de façon constante la promotion de l'instruction publique, a déclaré le président de la commission scolaire, Julien Croteau. Malgré les défis et les difficultés, vous avez gardé le cap. »

Futur dirigeant le 1er janvier

Le processus de sélection du successeur de M. Jetté devrait être enclenché au courant des prochaines semaines. L'entrée en fonction du futur dirigeant est prévue le 1er janvier prochain. La directrice générale adjointe actuelle, Julie Laberge, est pressentie pour succéder à M. Jetté.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

28 septembre 2010 | Le Droit | PIERRE JURY jury@ledroit.com

Merci, Michaëlle Jean !

Michaëlle Jean termine son mandat de gouverneure générale du Canada, au terme de cinq années bien remplies. De l'avis virtuellement unanime, l'ancienne journaliste de Radio-Canada s'est très bien accommodée de sa tâche. Elle a été une digne représentante de la Couronne britannique au Canada, et elle a instillé fierté chez tous les Canadiens qui ont vu en cette femme des éléments de l'idéal de notre pays : ouverture, intelligence, réussite. Paul Martin, qui était premier ministre l'orsque l e mandat d'Adrienne Clarkson est venu à échéance, a eu la main heureuse en se tournant vers cette femme de race noire qui avait eu une belle carrière jusque-là, mais dont peu soupçonnaient jusqu'où cela pourrait la mener. Les premières semaines ont été éprouvantes et il faut s'en rappeler. Elle a été victime d'une campagne de dénigrement de la part d'une poignée de souverainistes du Québec qui croyaient qu'elle et son mari, le cinéaste Jean-Daniel Lafond, avaient plus que de la curiosité et un peu de sympathie pour le mouvement favorisant l'indépendance du Québec. Parallèlement, d'un autre front est venue une attaque similaire : cette fois, c'était son allégeance à la reine d'Angleterre qui était mise en doute parce que Mme Jean possédait, en plus de la nationalité canadienne, la nationalité française. C'était par alliance avec son mari. La question était plus qu'hypothétique : officiellement, le gouverneur général est aussi l e commandant en chef des Forces canadiennes et même si la fonction est très protocolaire et honorifique, il ne fallait pas laisser planer de doute sur le pays que Michaëlle Jean considérait le sien. Elle en a été quitte pour une profession de foi à l'endroit du Canada, et quelques jours avant son entrée en fonction, ses liens « officiels » avec la France ont été rompus. Mais les choses démarraient tout de même fort mal. Les mois ont suivi. La dignité avec laquelle elle a abattu sa tâche, la grâce qui la caractérise et la chaleur qu'elle a démontrée au contact des Canadiens ordinaires ont tôt fait de convaincre ces derniers que Mme Jean savait très bien faire les choses. Le hasard de la politique a mené à un choc partisan, en décembre 2008 où la gouverneure générale a été amenée à trancher un litige entre le gouvernement conservateur au pouvoir et les trois partis d'opposition représentés à la Chambre des communes. Devait-elle sauver la peau de Stephen Harper en acceptant de mettre fin aux travaux parlementaires — le débat sur la prorogation —, ou permettre aux forces conjointes des libéraux, des néodémocrates et des bloquistes de défaire les conservateurs minoritaires et de former un nouveau gouvernement de coalition ? Sagement, elle a opté pour la solution qui permettait le statu quo : acceptant la prorogation, les conservateurs conservaient ainsi le pouvoir. Cela allait finalement, nous pouvons le conclure aujourd'hui, mener au choix de David Johnston, un avocat et universitaire réputé, comme successeur au poste de gouverneur général du Canada. La fonction a longtemps été effectuée par des nobles de sang britannique. Lentement, cela a évolué vers des politiciens en fin de carrière (Ed Schreyer, Ramon Hnatyshin, Jeanne Sauvé, Roméo LeBlanc). Avec Michaëlle Jean et sa prédécesseure Adrienne Clarkson, le Canada a commencé à regarder dans une direction plus inspirée. Mais malgré leurs qualités, ces deux journalistes n'apportent pas à la table la sagesse académique et le sérieux d'un recteur d'université. De toute évidence, Stephen Harper aura été marqué par cette lacune dans le curriculum vitae de Mme Jean. Il ne lui a jamais rien reproché mais le choix de David Johnston parle de lui-même. Le Canada s'engage dans une nouvelle époque. Avant d'y plonger, prenons le temps de saluer celle qui vient de se terminer et de remercier cette femme qui l'a si bien incarnée, faisant honneur à la fonction et au pays. Merci, Michaëlle Jean !



Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

28 septembre 2010 | Le Droit | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

Une « 418 » et un pont à l'île Kettle

Promesses de Larry O'Brien pour désengorger le centre-ville d'Ottawa

Soixante ans après le dépôt du rapport Gréber, le maire Larry O'Brien a décidé d'emprunter à l'urbaniste français deux de ses idées qui sont demeurées lettre morte, dit-il, pour désengorger le centre-ville d'Ottawa.

M. O'Brien ne promet rien de moins qu'une autoroute « 418 » et un pont interprovincial à l'est du centre-ville s'il est réélu, le 25 octobre.

Lors d'un débat sur l'environnement, dimanche soir, le maire sortant a réitéré que même le meilleur système de transport en commun n'arriverait pas à chasser les véhicules du centre-ville. « Notre ville est tout simplement trop grande pour que nous arrivions à nous déplacer efficacement sans avoir recours à nos automobiles », a-t-il déclaré.

M. O'Brien est d'avis que la route périphérique imaginée par Jacques Gréber en 1950 n'aurait jamais dû être biffée du plan directeur des transports de la Ville d'Ottawa, il y a une dizaine d'années. Aux yeux du maire sortant, il est impératif de corriger cette « erreur » et de commencer, au plus vite, la planification de cette autoroute qui viendrait contourner la ville par le sud.

M. O'Brien est également en faveur d'un pont interprovincial à l'île Kettle, même s'il s'agit d'un des trois sites encore à l'étude par la Commission de la capitale nationale (CCN). Le choix du site n'est attendu qu'à la fin de 2013.

« O'Brien a perdu la tête »

Pour sa part, le candidat à la mairie Jim Watson croit que son adversaire aurait dû tourner sa langue sept fois avant de faire une telle déclaration.

« M. O'Brien a complètement perdu la tête et a décidé, avec sa grande sagesse et sa soi-disant expérience dans le domaine des ponts, à quel endroit ce futur pont interprovincial devrait être construit. Et son projet de route périphérique va complètement détruire la Ceinture de verdure. Il va y avoir des sorties le long de cette autoroute et, devinez quoi, il va y avoir davantage d'étalement urbain », de prévenir M. Watson.

De son côté, M. O'Brien a tenté de brouiller la sauce entre M. Watson, un ancien ministre libéral, et son successeur Bob Chiarelli en insinuant que ce dernier était favorable à l'idée d'une route périphérique. Nuancé dans sa réponse, le ministre de l'Infrastructure à Queen's Park a fait état d'une conversation « très générale » avec le maire d'Ottawa, sans jamais parler d'appui clair à une future « 418 ».

« C'est une question de priorité pour la Ville d'Ottawa », a confié M. Chiarelli au Droit.

Andrew Haydon est le seul autre candidat à la mairie à s'être prononcé en faveur de route périphérique, à condition toutefois qu'elle soit sertie au coeur d'une deuxième Ceinture de verdure. Dans son plan de gestion de la circulation routière, dévoilé hier, Larry O'Brien réitère son intention de confier la gestion d'OC Transpo à une commission indépendante. Il souhaite également partir à la recherche « d'un partenariat public-privé pour améliorer les services de ParaTranspo ». Encore là, M. Watson sonne l'alarme. « La gestion de ParaTranspo a déjà été entre les mains d'une entreprise privée, il y a quelques années, mais ça s'est plutôt mal passé et la Ville en a repris le contrôle », a indiqué l'ancien maire d'Ottawa de 1997 à 2000.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

28 septembre 2010 | Le Droit | MATHIEUMATHIEUBÉLANGER BÉLANGER
mabelanger@mabelanger@ledroit.ledroit.com com

Médecins de famille pour tous à l'horizon

La directrice de l'UMF croit que les quelque 30 000 patients orphelins ne le seront plus d'ici dix ans

D'ici huit à 10 ans, les quelque 30 000 patients orphelins de la région pourront tous compter sur un médecin de famille.

C'est ce qu'a soutenu, hier, en entrevue exclusive avec LeDroit, la Dre Suzanne Bouchard, directrice de l'Unité de médecine familiale (UMF) du Centre de santé et de services sociaux de Gatineau. Elle revenait d'un symposium sur la médecine familiale qui a réuni plusieurs centaines d'étudiants en médecine, le week-end dernier, à l'Université McGill, à Montréal. Ce fut une occasion de démontrer à quel point la médecine familiale est une pratique diversifiée, parfois loin de l'image que s'en font les étudiants en médecine.

« J'y crois, lance-t-elle. Ça va encore prendre du temps, ce n'est pas demain la veille, mais on va y arriver et plus ça va aller plus l'accès à un médecin de famille va être facile. »

La Dre Bouchard a plusieurs raisons d'espérer des années plus agréables pour sa profession. Le vent est, selon elle, en train de tourner. La hausse marquée des admissions en faculté de médecine permet d'espérer. « On a eu des années très difficiles en médecine familiale depuis 10 ans à cause de la pénurie, explique la directrice de l'UMF depuis 2007. On véhiculait beaucoup que la médecine familiale était difficile à cause de ça. Je crois que la pression quotidienne des patients sans médecin de famille voulant qu'on les prenne est descendue jusqu'en bas. Cela a dû faire peur à plusieurs étudiants qui pensaient se diriger vers la médecine familiale. »

À cela s'ajoutait le manque de valorisation de la médecine familiale par les enseignants dans les facultés de médecine. L'Université McGill, de qui dépend en grande partie l'Outaouais pour la formation de ses médecins, est reconnue comme un établissement favorisant la pratique spécialisée, au détriment de la médecine de famille. L'attitude de certains de ces enseignants n'a certainement pas été de nature à aider l'Outaouais aux prises avec l'une des plus importantes pénuries de médecins de famille de la province.

« Comme dans toutes les autres facultés de médecine au Québec, il y a effectivement eu des commentaires désobligeants envers la médecine familiale, explique la Dre Bouchard. On présentait ça comme un deuxième choix, où il ne valait pas la peine de gaspiller son talent. Comme si on ne pouvait pas avoir de talent et faire de la médecine familiale... »

Le doyen de la faculté de médecine à McGill a dû prendre le taureau par les cornes pour rectifier le tir. Depuis cette année, les enseignants doivent se soumettre à un code d'éthique qui encadre ce qu'ils peuvent dire et ce qu'ils ne peuvent pas dire sur le sujet. Le simple fait de tenir le deuxième symposium sur la médecine familiale en ses murs est d'ailleurs un signal du changement d'attitude.

Se battre pour un poste ici

Longtemps méconnue, l'Unité de médecine familiale de Gatineau est de plus en plus populaire chez les étudiants en médecine. « C'est une première cette année ; les étudiants vont se battre pour l'un des dix postes disponibles ici, indique la Dre Bouchard. L'an passé, nous avons fait 30 entrevues alors que nous n'avons que 10 postes à combler par année. On sent que ça change. Ils savent ce qu'on fait. Ils réalisent qu'on est ici. Ils se rendent compte que la médecine familiale c'est aussi, entre autre, faire des accouchements, de la médecine d'urgence, de la santé mentale et des soins palliatifs. » Il y a encore du chemin à parcourir toutefois pour que l'Outaouais occupe la place qui lui revient lorsque vient le temps pour un finissant en médecine de décider de son lieu de pratique. Lorsque la Dre Bouchard a été approchée par les étudiants en médecine de McGill pour faire une présentation lors du symposium, il lui a été demandé de parler de la médecine familiale « en milieu rural ». « Ça démontre un peu à quel point on peut être méconnu, mais il faut dire que ce sont des étudiants qui sont dans une bulle universitaire, dit-elle. Il ne faut pas généraliser. Certains croient qu'on est à côté de Shawville plutôt qu'à quelques minutes des ponts pour Ottawa, mais ce n'est pas tout le monde. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and

Article rank | 28 Sep 2010 | Ottawa Citizen

Give parents a hand so children are active

Re: Parents of fat kids don't see problem: doctors, Sept. 27. Parents almost always want what's best for their children. For this reason, a study that finds parents to be a key barrier in fighting childhood obesity doesn't sit well with me.

Simply blaming parents is hardly conducive to truly addressing the problem, particularly since children spend most of their waking hours sitting on buses or in schools. It would be better if we work together to find a solution. Beginning the school day with exercise programs that emphasize aerobic activities for all students seems to be the answer not only to better childhood fitness but also to better learning.

As an overweight child and adult, I know firsthand the pain associated with obesity. In an effort to ensure that my sons did not share this fate, my children were always encouraged to be active and their physical activities were well supported and funded. But not all families have these resources.

Doctors and others should realize that when it comes to addressing childhood obesity, parental defensiveness and denial may be based on far more than a simple inability to see the problem.

PAM FITZGERALD, Ottawa Trustee for Zone 5-College Ottawa-Carleton District School Board

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 24 Sep 2010 | Orleans Star

'Don't be boring' campaign encourages young people to vote

October 25 city election. The campaign reached out to youth across the city to try to engage them on ballot issues and introduce them to local politicians. Johnstone says it was "an effort to end Ottawa's most apathetic generation of young voters."

Johnstone and his team met up with local city councillors Rob Jellett, Bob Monette and Rainer Bloess at Place d'Orléans Shopping Centre Wednesday to approach young shoppers with clipboards containing voter sign-up sheets.

"The more we can generate interest and get youth voters out, the better-balanced perspective we have of what our communities are about," said Coun. Bloess. "It's no state secret that seniors tend to vote more, but we want a youth perspective."

Eighteen to 24 year olds make up 12 percent of the population of Ottawa but account for less than 4 percent of voters.

"A lot of youth think government just isn't about them," said Johnstone. "We're here to show them how the things we want can relate to ballot issues and voting."

The team handed in their completed registration forms to Elections Ottawa on Friday.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 24 Sep 2010 | Orleans Star

Life lessons from Africa

returned to Canada.



"I had a meeting with a few of their parents before I left, and one of the moms said, 'If I had a sewing machine, I could make clothes and sell the clothes,'" Burlton explains. "These women were incredible. They already had a business mind."

So Burlton gave one woman the equivalent of \$50 to start up a business, and much to her surprise, the lady came back three weeks later to pay back the \$50. Burlton said the money was a gift, but the woman insisted that she could then give the \$50 to someone else who had a similar idea.

Burlton didn't realize it at the time, but she had begun using microfinance – a system designed to give low-interest loans to impoverished people that otherwise wouldn't have access to a loan.

Earlier, Burlton had met an international financial banker from Switzerland named Sebastian Schmid who was also volunteering in Cameroon and wanted to start a microfinance operation. Upon returning to Canada, Burlton partnered with Schmid to create Drombaya and got it off the ground.

She managed to fundraise \$12,000 as a starting nugget to loan out – a total that has now grown significantly higher. Through partner organizations that identify women who could benefit from start-up loans, Drombaya now carries a 92 per cent payback rate through two years.

On Burlton's most recent trip, she met a group of 40 HIV-positive women who had received loans and paid back all of them. The women banded together and always supported one another – continuing to run someone's business if health-related circumstances meant they couldn't do it themselves.

"The women told me, 'Before we had these loans, we were looked at as the garbage of our community,'" Burlton says, noting that ignorance and the fear of AIDS remain prevalent. "'Now we're paying for our children to go to school and some of us are even paying for our neighbours' children.'"

The first thing most of the women did once they had increased income was to put their children in school, which costs around \$40 a year for a government-run school (with classes of around 80 students), or \$150 for private schools (with 20-30 students per teacher, plus a hot lunch served daily).

Other requirements to go to school included having paper, pens and pencils, as well as shoes, which many youngsters had never before worn in their lives.

That's where Henry Munro students jumped in. They donated enough shoes to fill an entire hockey bag, plus a suitcase full of school supplies and clothes.

"The kids here just gave and gave and gave," Burlton smiles. "They were really excited about it. Kids would come up to me in the hall and ask if I needed this or that, helping me sort everything and get it to my car, writing letters to the kids there. It was really amazing to see."

Now that Burlton is back teaching math, core French and ESL, she also returned with a lesson about how Cameroonians give and take so seamlessly; the youngsters in Cameroon asked Burlton to take home a box of cookies to thank the Henry Munro students.

"They told me, 'We all put money in and bought it,'" Burlton recounts. "I thought that was pretty neat. It made me feel so proud of them. Yes, their situation financially is much worse, but they still can find in their heart to give and say thank you.

"And the link that was created – they've never met each other, but the kids here were so excited about giving, and the kids there were so excited about giving something back too – I was really touched by that."

Visit Drombaya.org for more information.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Featured
Jobs powered by
monster
 Click to see more

► [Solutions Manager](#)
 CaseWare RCM is a global
 software company pro...
 Ottawa, ON

► [IT Train](#)
 CaseWare
 software c
 Ottawa, t

U of Alta. hungry for answers to rare eating disorder

By JASMINE FRANKLIN, QMI AGENCY

Last Updated: September 28, 2010 3:14am



Greta Thomas-Sprake, 7, who suffers from Prader-Willi Syndrome, is held Monday by her mother Stephanie at the University of Alberta. The U of A is studying the eating disorder. (DAVID BLOOM/QMI AGENCY)

EDMONTON - Parents with children who have an endless desire to eat may soon get answers with the launch of a research study at the University of Alberta.

"They might take food from their sibling's plate - I actually had a patient who ordered pizza to their neighbour's house to get additional food," said Andrea Haqq, associate professor of pediatrics. "They're very genius in trying to come up with ways to seek out food."

Known as Prader-Willi Syndrome (PWS), the genetic disease causes people to feel hungry 24/7 due to a hormone called ghrelin. It affects about one in every 10,000 people and plays a key role in childhood obesity.

Haqq said there is no cure for PWS and people with the syndrome will never be able to function independently.

To control their own hunger as they get older is "just not possible," she said.

"It's really a biological drive that they have and it reminds us that the regulation of body weight is very complex - a lot of people with PWS

will end up living in group homes (that are) tailored to constant supervision around food," said Haqq.

"There has to be very strict control of their food environment both at home and at school."

People with PWS are reported to have four or five times the amount of grehlin than obese people without the genetic disease and twice as much grehlin as the averaged sized individual.

Haqq is conducting two studies to help determine a way to alleviate the constant hunger. One study will focus on how to control the hormone itself - produced by the stomach - by manipulating levels of protein in children's diets over the course of six weeks. The second study will focus on a protein found in the brain called brain-derived neurotrophic factor (BDNF) and its link to children with PWS.

Protein is believed to potentially be a factor in suppressing feelings of hunger by reducing the amount of grehlin produced. Greta Thomas-Sprake, 7, was diagnosed with PWS at two weeks old. Food is under "lock and key" in her family's home, and strict rules are implemented when it comes to food.

"It is difficult to deny your child food," said mom Stephanie. "It's a daily challenge."

A genetic test diagnoses PWS, but Haqq said there are visible signs at birth. PWS babies are often born "floppy" and show low muscle tone.

Often there are behavioural and developmental delays, such as speech. Greta receives treatment from a physiotherapist, speech therapist and a child psychologist.

So far there are eight children involved in the study but Haqq hopes to receive 60 - 30 of which must have PWS to see if there is a link in obese children with the syndrome and compare that to obese children without PWS.

Article rank | 28 Sep 2010 | Ottawa Citizen

Young and old need more safety education

Re: Spate of cycling accidents spurs advocates to call for education, Sept. 26. After hearing of another tragic road accident involving a cyclist, I agree that road education is required, especially throughout our schools.

Yet I see youths and adults getting off the OC Transpo express buses in the evening and walking blindly out from the front of the bus into the busy road, with earphones firmly embedded, and without so much as a glance at traffic. I watch high school children leaving school, completely ignoring the pedestrian traffic signals, deaf and blind to the road they are crossing. We need to see more pedestrian charges for jaywalking laid by the police.

Another traffic problem seems to be the short length of time the yellow traffic signal is on. It is no wonder few people stop during yellow. It is almost impossible unless you are driving below the indicated speed limit. In Europe, yellow signals are on longer, probably based on the fact that very few drivers are driving at or below the speed limit. And it is these faster drivers who we want to get to stop at the red light.

Finally, this is one of the few countries to have the "turn right on red" law. This law was fine when we went to town in our Ford model Ts or horse and cart. But not now. Turning right on red should be eliminated. Think of all the accidents that have occurred during this manoeuvre and could have been prevented.

We need to educate people that a red traffic light and a STOP sign mean just that. And anyone breaking these basic rules should be fined for dangerous driving.

ANDREW HARTSHORN,
Kanata

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.